

Unité départementale du Bas-Rhin  
Équipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n° 24  
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 20 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ROQUETTE FRERES**

ROUTE DU RHIN  
BP 4  
67930 BEINHEIM

Nos réf. : 00067.00404/SB/CE

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement ROQUETTE FRERES implanté route du Rhin - 67930 BEINHEIM. L'inspection a été annoncée le 09/03/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROQUETTE FRERES
- ROUTE DU RHIN - BP 4 - 67930 BEINHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

La société ROQUETTE FRERES exploite des installations de production d'amidon de blé, de maïs et de bioéthanol située sur la commune de BEINHEIM.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise à jour de la situation administrative : Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 02/02/2011 ;
- Suite donnée aux observations émises par courrier du 12/08/2021 suite à la visite d'inspection du 27/04/2021 ;
- Suite donnée à la non-conformité relevé sur votre chaudière biomasse bois (CH7) : courriel du 07/03/2022 ;
- Suivi de l'arrêté préfectoral du 03/08/2007 :
  - Article 8 - Air
  - Article 16.4 - Plan d'Opération Interne - Exercices

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N° Constat	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Étude de dangers	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.181-25	/	Sans objet

N° Constat	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan d'Opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 16.4	/	Sans objet
4	Rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des non-conformités et observations susceptibles de mise en demeure et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour répondre aux non-conformités et observations relevées, accompagnées, le cas échéant, d'un échéancier de réalisation.

L'absence de ces éléments serait une non-conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 02/02/2011.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**Constat 1 : Nom du point de contrôle : Mise à jour de la situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à jour de la situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> «Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées suivant le tableau suivant : ... »
<b>Constats :</b> L'exploitant bénéficie d'un arrêté préfectoral du 02/02/2011 pour exploiter ses installations. L'exploitant indique que par courrier du 05/03/2020 suite à la visite de contrôle du 26/11/2019, un porter à connaissance a été adressé à l'inspection avec la mise à jour du tableau de classement. Aussi, afin notamment de prendre en compte les évolutions réglementaires des rubriques ICPE et les évolutions du site, l'inspection s'attachera prochainement également à proposer un projet d'arrêté préfectoral complémentaire avec notamment la mise à jour du tableau de classement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Constat 2 : Nom du point de contrôle : Étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.181-25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> «Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.»
<b>Constats :</b> Par courrier daté du 25/08/2021, l'exploitant avait confirmé que la mise à jour de l'étude dangers sera envoyé à l'inspection sous trois mois. A ce jour, cette mise à jour n'est toujours pas disponible. L'exploitant signale qu'une commande de mise à jour post Lubrizol de l'étude de dangers et du Plan d'Opération Interne n'a été validé que tardivement le 22/02/2022. L'exploitant espère avoir le document à la relecture d'ici fin juin 2022 et s'engage à l'adresser définitivement à l'inspection au plus tard à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Constat 3 : Nom du point de contrôle : Plan d'Opération interne (POI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 16.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Opération interne (POI)
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant tient à jour son Plan d'Opération interne (POI), qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis à la Direction départementale de la protection civile, à l'inspection des installations classées et au Service d'incendie et de secours compétent. Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées. ... »
<b>Constats :</b> La dernière version 6 du POI est datée de mars 2021. Une mise à jour est en cours et devrait être disponible au plus tard à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2022 ; L'inspection demande à être destinataire de la dernière version du POI disponible et de la suivante dès qu'elle sera disponible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Constat 4 : Nom du point de contrôle : Rejet atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> «L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique. Les conduits d'évacuation sont disposés de telle manière que leur étanchéité puisse toujours être contrôlée en totalité. ...»
<b>Constats :</b> Par courriel daté du 07/03/2022, l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection d'une non-conformité concernant son arrêté préfectoral : «Actuellement, les analyseurs de notre chaudière biomasse bois (CH7) présentent des sensibilités très basses sur les deux baies et pour le fournisseur, elles ne sont plus aptes. En effet, les baies d'analyses fonctionnent mais on ne garantit plus le respect des valeurs de notre AP. Nous sommes en cours de chiffrage pour des nouvelles baies et établirons un plan d'action à réception de ce dernier.» Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé que lors du rapport de contrôle effectué le 20/10/2020 par le fabricant, il est noté une baisse de sensibilité de la baie d'analyse. Lors du contrôle effectué par l'organisme en charge des contrôles réglementaire le 07/03/2022, le contrôleur a oralement confirmé la note du rapport du fabricant. Le rapport de l'organisme en charge des contrôles réglementaire n'étant pas encore disponible, l'inspection demande à en être destinataire de ce dernier dès réception.

Les rapports de contrôle trimestriels effectués par l'organisme en charge des contrôles réglementaire sur l'année 2021 montre que seule la valeur limite d'émission en CO est supérieure à la valeur réglementaire (200 mg/Nm<sup>3</sup>) pour le 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre 2021 : 270 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant est invité à présenter à l'inspection sous un délai de deux mois, un plan d'action pour revenir à une situation acceptable, face aux dépassements de la valeur limite d'émission en CO.

Lors du contrôle sur site, sur l'écran de contrôle des différents paramètres, l'inspection note en outre que la valeur du taux de poussières est bien à zéro.

L'inspection confirme que l'absence de mesure des poussières est un manquement aux dispositions des articles 8.1 et suivants (Air - Principes généraux) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/02/2011.

L'exploitant signale que suite à des difficultés d'approvisionnement, le remplacement de cette baie d'analyse de la chaudière biomasse est retardé et que la date de remplacement reste à être confirmé par le fabricant.

Post-visite, par courriel et courrier du 25/03/2022, l'exploitant a confirmé qu'il s'engageait à mettre en service cette nouvelle baie pour le 12/10/2022.

De plus, afin de palier à la défaillance de la baie d'analyse, l'exploitant a confirmé qu'il avait passé commande le 23/03/2022 auprès de l'organisme en charge des contrôles réglementaires de réaliser ces contrôles compensatoires mensuels et cela jusqu'à la mise en service de la nouvelle baie.

Vu le signalement de l'exploitant du 07/03/2022 et les difficultés d'approvisionnement, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.

L'inspection demande à être destinataire des rapports de contrôles réglementaires et d'être informé de l'état d'avancement des travaux au fil de l'eau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

